BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ASSISTANT DE GESTION PME-PMI RCE
ASSISTANT DE MANAGER
COMMERCE INTERNATIONAL RCE
COMMUNICATION
COMPTABILITÉ ET GESTION
MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES
NÉGOCIATION ET RELATION CLIENT
TRANSPORT ET PRESTATIONS LOGISTIQUES

ÉCONOMIE-DROIT

SESSION 2017

Durée : 4 heures

Aucun matériel autorisé.

La partie économique est numérotée de la page 2/11 à 6/11
Elle est prévue pour être traitée en deux heures

La partie juridique est numérotée de la page 7/11 à la page 11/11
Elle est prévue pour être traitée en deux heures

PARTIE ÉCONOMIQUE

Croissance et développement

Le site internet spécialisé MONDIO a vocation à informer les acteurs publics et privés du développement économique des pays dans lesquels des projets d'investissement sont envisagés.

Il publie régulièrement des dossiers thématiques dont le prochain sera consacré à l'éducation, vecteur de la croissance économique, notamment dans les pays les plus pauvres.

Afin de comparer un PMA (pays moins avancé) et un pays émergent, le comité de rédaction du site a choisi de consacrer un article au Bangladesh et au Mexique.

Madame FAVER, rédactrice en chef, vous confie la mission d'exploiter la documentation mise à votre disposition afin de l'aider dans la conception de cet article.

À partir de vos **connaissances** et du dossier ci-joint, en **veillant à préciser les principaux concepts utilisés (soulignés dans les consignes)** et à exploiter les sources statistiques mises à votre disposition, vous devez concevoir une note structurée et argumentée. Celle-ci répondra aux consignes ci-dessous :

1) En prenant appui sur les indicateurs proposés, analyser et comparer les niveaux de <u>développement</u> du Bangladesh d'une part, du Mexique d'autre part.

2) Montrer en quoi le soutien dont bénéficie le Bangladesh pour son système éducatif contribue à l'investissement et, par conséquent, à sa <u>croissance économique</u> future.

3) En se référant à des <u>indicateurs pertinents de développement</u>, mettre en évidence le lien entre croissance et développement au Bangladesh.

<u>Documents</u>

Document 1 : Le Bangladesh et le Mexique
(Source : les auteurs d'après www.diplomatie.gouv.fr)

Document 2 : Bangladesh et Mexique entre 1960 et 2015 : une approche du développement en quatre graphiques (Source : donnees.banquemondiale.org)

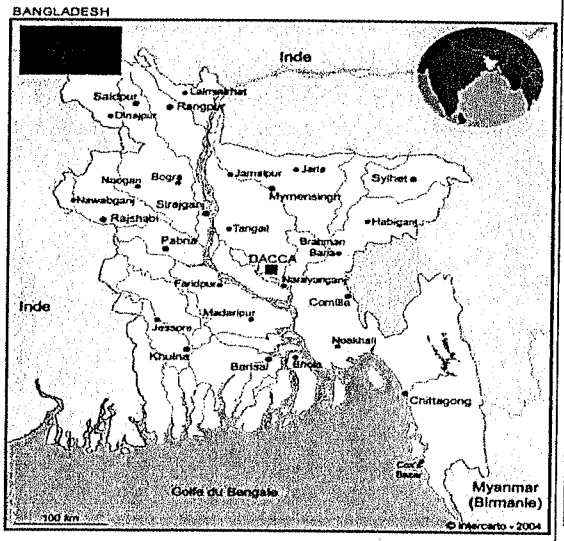
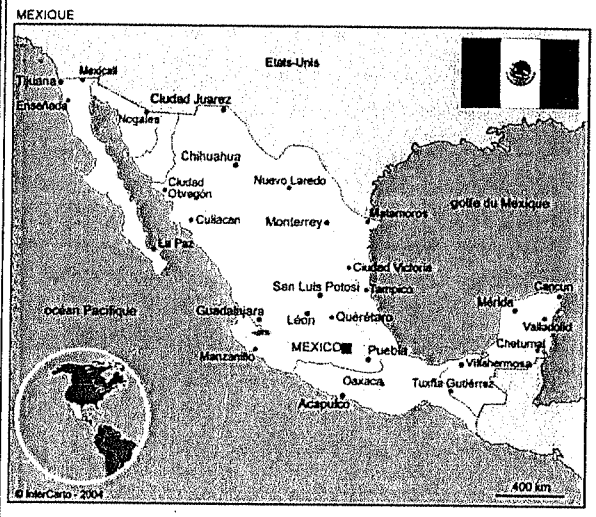
Document 3 : Les dépenses publiques d'éducation au Bangladesh
(Sources : les auteurs d'après http://donnees.banquemondiale.org et les auteurs d'après www.globalpartnership.org)

Document 4: Croissance annuelle du PIB du Bangladesh entre 1960 et 2015
(Source : http://perspective.usherbrooke.ca)

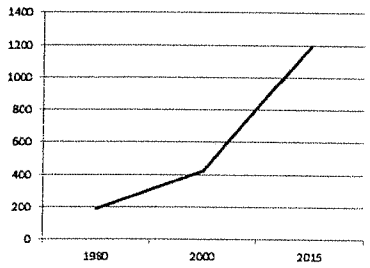
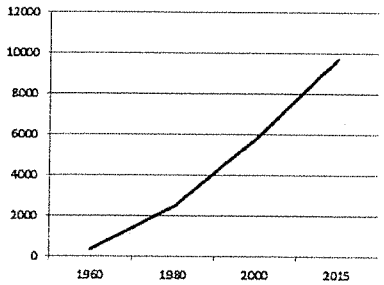
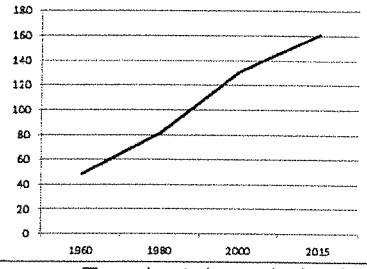
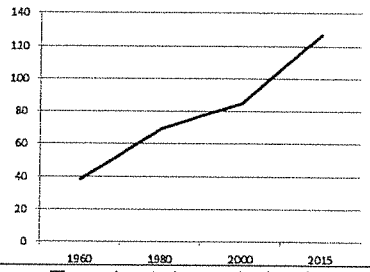
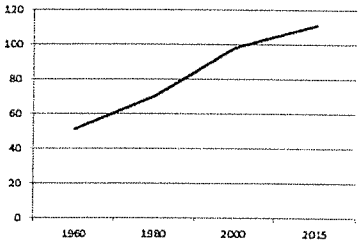
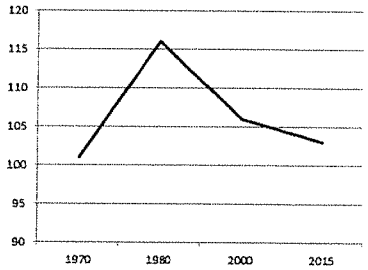
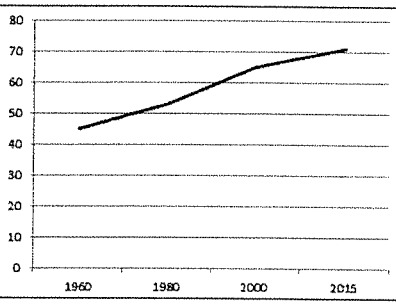
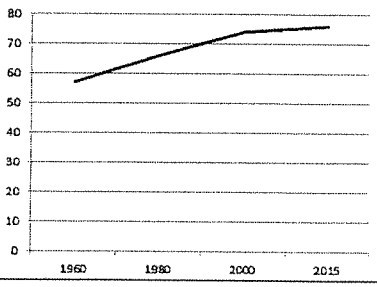
Document 5: La trajectoire économique récente du Bangladesh
(Source : site de la banque mondiale)

Dossier documentaire

Document 1 : Le Bangladesh et le Mexique

LE BANGLADESH	LE MEXIQUE
 Source : canalmonde.fr	 Source : canalmonde.fr
Remplissant les critères d'éligibilité de la Banque Mondiale, le Bangladesh a été reclassé parmi les PRI, pays à revenu moyen inférieur. Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'intégrer le rang des pays à revenu intermédiaire ou des pays à revenu moyen supérieur en 2021, année du cinquantième anniversaire de l'indépendance. Il devrait toutefois être intégré formellement au groupe des PRI, pays à revenu intermédiaire dès janvier 2018. Le dynamisme de son économie (croissance de 6,1% en 2014 et 6,5% en 2015) s'explique par un secteur privé entreprenant et une main d'œuvre à bas coût. Source : http://www.diplomatie.gouv.fr 2016	Quinzième économie mondiale, membre de l'OCDE, le Mexique est, après le Brésil, la deuxième puissance économique en Amérique latine. Premier exportateur d'Amérique latine, il est lié par des accords de libre-échange avec une quarantaine de pays, dont les Etats-Unis et le Canada (ALENA), ainsi qu'avec l'Union européenne. Le pays a conclu 28 accords pour la promotion et la protection réciproque des investissements. Le taux de croissance du PIB du Mexique était de 2.25 % en 2014 et de 2.55 % en 2015. Avec le Brésil, le Mexique est un des destinataires les plus importants d'investissements directs étrangers en Amérique latine (11ème pays récepteur au niveau mondial). [...] Le Mexique partage des problèmes similaires à d'autres grands pays émergents. Source : les auteurs d'après http://www.diplomatie.gouv.fr 2016

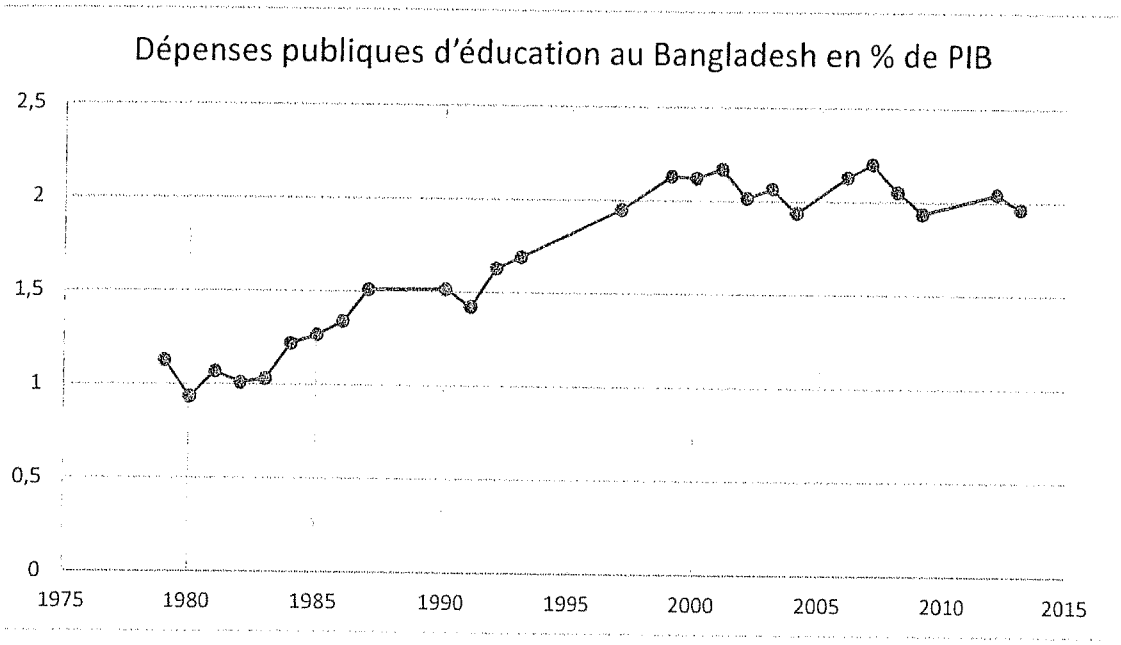
Document 2 - Bangladesh et Mexique entre 1960 et 2015 : une approche du développement en quatre graphiques

BANGLADESH	MEXIQUE
Revenu national brut par habitant (en milliards de dollars)	Revenu national brut par habitant (en milliards de dollars)
	
Population totale (en millions d'habitants)	Population totale (en millions d'habitants)
	
Taux brut de scolarisation* (en %)	Taux brut de scolarisation* (en %)
	
Espérance de vie à la naissance (en années)	Espérance de vie à la naissance (en années)
	

* Le taux brut de scolarisation correspond à la part de la population d'une tranche d'âge scolarisée dans le primaire. Ce taux peut dépasser 100 % car certains élèves sont « surâgés » ou « sous-âgés » à la suite d'une scolarisation précoce ou tardive, et de redoublements.

Source : http://donnees.banquemondiale.org

Document 3: Les dépenses publiques d'éducation au Bangladesh

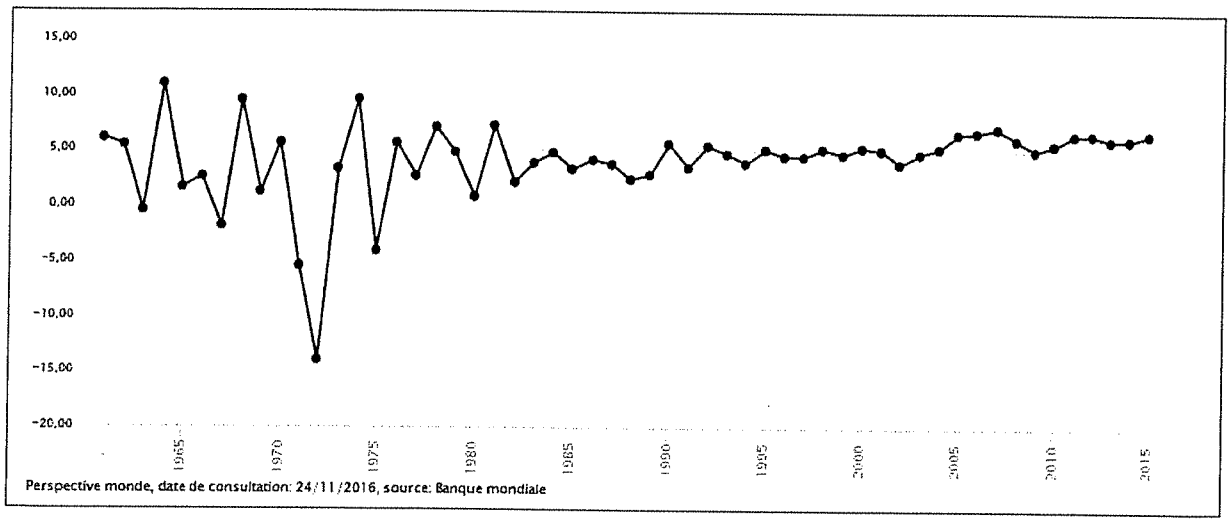


Les auteurs d'après http://donnees.banquemondiale.org/

Le système d'éducation du Bangladesh est l'un des plus grands au monde avec 21,9 millions d'enfants en écoles maternelles et primaires. Les dépenses en faveur de l'éducation représentent 12 % du budget national, ce qui équivaut à 2 % du PIB.
Les grandes orientations du pays en matière d'éducation visent à faciliter l'accès à l'éducation du primaire au secondaire [...], à améliorer la qualité de l'enseignement en limitant les effectifs par classe, à accroître l'efficacité du système éducatif national par le développement de partenariats public/privé et avec des ONG.
En 2015 le pays est devenu membre du Partenariat mondial pour l'éducation qui soutient actuellement 65 pays en développement afin de garantir à chaque enfant une éducation de base de qualité, donnant la priorité aux plus pauvres, aux plus vulnérables et à ceux qui vivent dans les pays fragiles ou en situation de conflit.
L'objectif est d'établir un système d'enseignement primaire efficace, accessible à tous et équitable offrant un apprentissage de qualité et pertinent, adapté à tous les enfants du Bangladesh.

Source : les auteurs d'après www.globalpartnership.org

Document 4: Croissance annuelle du PIB du Bangladesh entre 1960 et 2015



Source : http://perspective.usherbrooke.ca

Document 5: La trajectoire économique récente du Bangladesh

Le Bangladesh a obtenu des résultats économiques impressionnants : ces dix dernières années, la croissance a progressé de près de 6 % par an bien que le pays ait été confronté à de multiples chocs - catastrophes naturelles fréquentes, flambée des prix du carburant et des denrées alimentaires, crise financière mondiale. Depuis vingt ans, la pauvreté a reculé de pratiquement un tiers alors que l'espérance de vie, l'alphabétisation et la production alimentaire par habitant ont augmenté de manière significative. [...] La croissance soutenue de ces dernières années a entraîné une augmentation rapide de la demande de services dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications. Mais une planification déficiente et des investissements insuffisants sont à l'origine des graves lacunes observées aujourd'hui dans les infrastructures. [...] Depuis vingt ans, le Bangladesh connaît un recul sensible de la pauvreté et une transformation sociale en profondeur, marquée par la scolarisation en masse des filles et l'entrée de nombreuses femmes sur le marché du travail. Le pays est en bonne voie pour atteindre les ODM (objectifs du millénaire) relatifs à la mortalité infanto-juvénile et a déjà atteint l'ODM concernant la parité entre les sexes dans l'éducation.

Source : site de la banque mondiale

PARTIE JURIDIQUE

Créée en 1967, la Société à responsabilité limitée PILARD est dirigée par Louis PILARD, gérant, qui est secondé par sa fille Anne, titulaire d'un master de droit privé général. Louis PILARD est proche de la retraite et il espère que sa fille, son unique associée, prendra la suite des affaires familiales.

Louis PILARD vient d'embaucher en contrat à durée déterminée (CDD) son fils Simon au poste de comptable, à la suite de l'obtention de son BTS Comptabilité et Gestion des Organisations (CGO).

La SARL PILARD est spécialisée dans la production et la vente de literie. Elle fabrique des sommiers, des matelas et du linge de lit. La société comprend deux sites de production et trois magasins de proximité dans lesquels travaillent 28 salariés.

Louis et Anne PILARD ont mis en place un site Internet attractif afin d'informer et de fidéliser les clients sur les produits de l'entreprise et de permettre la vente en ligne (le e-commerce). Le site leur permet également de lancer des offres commerciales promotionnelles afin de dynamiser les ventes et gérer les stocks.

Cependant, l'entreprise familiale doit faire face à une forte concurrence et rencontre des difficultés économiques et financières pouvant nuire à sa pérennité.

Cette situation interroge Simon PILARD sur sa place dans l'entreprise et il se demande s'il n'aurait pas intérêt à changer d'entreprise ou à passer un concours de la fonction publique.

Vous traiterez ces trois dossiers à partir de vos connaissances et des documents annexés.

ANNEXES

ANNEXE 1 - E-commerce et protection du consommateur

ANNEXE 2 - La prévention des difficultés des entreprises : la conciliation

ANNEXE 3 - La prévention des difficultés des entreprises : la sauvegarde de justice

ANNEXE 4 - Droits et obligations du fonctionnaire

DOSSIER 1 : Analyse d'une situation juridique
L'offre commerciale électronique

Louis PILARD souhaite redynamiser ses ventes en proposant à ses clients une offre commerciale attractive sur son site marchand.

En effet, il profite des fêtes de fin d'année pour proposer des offres promotionnelles et ainsi liquider son stock de matelas et de sommiers.

Sur son offre commerciale, Louis PILARD a décrit chaque article avec précision :

- type de matelas,
- dimension du couchage,
- épaisseur du matelas,
- sommiers 12 lattes matelassés...

Les prix affichés hors taxes sont indiqués de manière lisible et compréhensible.

Cependant, Louis PILARD ne souhaite pas indiquer dans son offre promotionnelle de date limite de livraison. Ainsi, en cas de succès commercial, il veut pouvoir anticiper un flux de commandes important et éviter des retards éventuels de livraison.

Louis PILARD se demande si les conditions de validité de son offre commerciale sont bien réunies.

1. Apprécier la conformité de l'offre commerciale électronique de Louis PILARD.

DOSSIER 2 : Analyse d'une situation juridique
L'entreprise en difficulté

Louis PILARD s'inquiète pour l'avenir de l'entreprise familiale. En effet, même si cette dernière n'est pas en cessation des paiements, Louis PILARD se demande s'il va pouvoir régler le mois prochain les cotisations sociales de ses 28 salariés.

Anne PILARD envisage de mettre en place un dispositif de prévention des difficultés des entreprises afin de renégocier l'ensemble des dettes sociales auprès des créanciers.

Louis PILARD hésite car il ne souhaite pas perdre la gestion de son entreprise et il veut que cette procédure reste confidentielle.

2 – Analyser les difficultés économiques de l'entreprise PILARD et parmi les procédures envisageables, caractériser celle qui peut être conseillée à Louis PILARD.

DOSSIER 3 : Rédaction d'une note
Le régime juridique de l'activité professionnelle

Au vu du contexte économique, Simon PILARD, âgé de 21 ans et titulaire d'un BTS CGO, s'interroge sur ses perspectives d'évolution au sein de l'entreprise familiale et sur ses choix de carrière.

Comme son CDD arrive à échéance en fin d'année, Louis PILARD vient de lui proposer un contrat à durée indéterminée (CDI). Il hésite entre rester dans l'entreprise familiale afin d'acquérir une expérience professionnelle ou bien passer un concours de niveau catégorie B dans la fonction publique d'État.

Attiré par le secteur bancaire, il envisage de devenir secrétaire comptable au sein de la Banque de France. Néanmoins, il s'interroge sur les droits et obligations du fonctionnaire par rapport à ceux du salarié.

3. Dans une note structurée et argumentée, présenter les droits et obligations du fonctionnaire par rapport à ceux du salarié.

ANNEXES

ANNEXE 1 - E-commerce et protection du consommateur

L'article L 111-1 du Code de la consommation prévoit que le professionnel communique au consommateur de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :
1 – les caractéristiques essentielles du bien ou du service, compte tenu du support de communication utilisé et du bien ou du service concerné ;
2 – le prix du bien ou du service (...) ;
3 – en l'absence d'exécution du contrat, la date ou le délai auquel le professionnel s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service ; (...),
ces informations devant être communiquées avant même que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente de biens ou de fournitures de services au professionnel.

La loi sur la consommation du 17 mars 2014 dite Loi Hamon, introduit plusieurs mesures concernant le e-commerce, dont le renforcement de l'information du consommateur avant la vente.

La loi Hamon apporte notamment des indications relatives aux délais de livraison : si aucun délai n'a été fixé, la livraison doit avoir lieu au plus tard 30 jours après la commande (Article L 138-1 du Code de la consommation).

Source : les auteurs

ANNEXE 2 - La prévention des difficultés des entreprises : la conciliation

La loi de sauvegarde des entreprises permet aux entreprises qui éprouvent une difficulté économique, juridique ou financière, sans être en état de cessation des paiements, de les traiter en amont et à titre préventif, en dehors de toute procédure collective, dans le cadre d'une procédure dite de règlement amiable des difficultés des entreprises. (...)

L'objectif est de permettre une négociation confidentielle et à l'amiable des dettes. Pour bénéficier de cette procédure, l'entreprise ne doit pas être en cessation de paiement ou bien s'y trouver depuis moins de 45 jours.

Pour ce faire, le débiteur est assisté par un conciliateur désigné par le président du tribunal de commerce si l'activité est commerciale. (...). Le dirigeant reste à la tête de l'entreprise. (...)

Le conciliateur a pour mission de conclure avec les créanciers de l'entreprise un accord amiable destiné à mettre fin aux difficultés juridiques, économiques ou financières avérées ou prévisibles de l'entreprise. L'accord établi entre le dirigeant et les créanciers peut être soumis au tribunal pour homologation. (...)

Source : les auteurs d'après le site www.greffe-tc-paris.fr

ANNEXE 3 - La prévention des difficultés des entreprises : la sauvegarde de justice

L'article L 620 – 1 du Code de commerce précise qu'une procédure de sauvegarde peut être ouverte sur demande du débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter. Cette procédure est destinée à faciliter la réorganisation de l'entreprise afin de permettre la poursuite de l'activité économique, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif.

Si le débiteur continue d'assurer la gestion de son entreprise, il est aidé dans cette tâche par le ou les administrateurs judiciaires. La procédure de sauvegarde aboutit, en principe, à l'élaboration d'un plan de sauvegarde.
La sauvegarde de justice, à la différence de la conciliation est une procédure collective.

Source : les auteurs

ANNEXE 4 - Droits et obligations du fonctionnaire

Les statuts des salariés de droit public et de droit privé sont conditionnés par des régimes juridiques différents qui confèrent des droits et des obligations spécifiques.

Droits et obligations du fonctionnaire

(...) **Les droits** - Les fonctionnaires se voient reconnaître deux catégories de droit :

- Des droits liés à l'exercice de leurs fonctions,
  - Le droit à la rémunération et à la pension de retraite : le fonctionnaire a droit à une rémunération après service fait, qui se décompose en un traitement, des primes et indemnités,
  - Le droit à la protection de l'administration lorsqu'un fonctionnaire est victime de violences ou d'outrages dans l'exercice de ses fonctions, l'administration doit utiliser tous les moyens nécessaires pour faire cesser ces troubles, y compris des poursuites pénales. (...)
- En tant que citoyen, les fonctionnaires jouissent des libertés publiques mais avec des limitations pour certaines :
  - La liberté d'opinion expressément exprimée par la loi du 13 juillet 1983. (...)
  - Le doit de grève reconnu en 1946 mais certains fonctionnaires en sont privés (exemples : policiers, militaires...) pour des raisons liées à leurs fonctions.

(...) **Les obligations** - Les fonctionnaires doivent respecter plusieurs obligations :

- L'obligation de discrétion professionnelle et de réserve : le fonctionnaire ne doit pas divulguer des informations ou des documents dont il a connaissance à l'occasion de ses fonctions sous peine de sanctions disciplinaires au pénal,
- Le devoir de moralité, y compris en dehors du service : un fonctionnaire ne doit pas choquer par son attitude (exemple : alcoolisme...) ni porter atteinte à la dignité de la fonction publique.

(...)

Source : les auteurs d'après le site www.vie-publique.fr